

H U M E U R D E B L É

AU SERVICE DE QUI ?

Les importations de blés russes et ukrainiens à prix de dumping n'en finissent pas de causer des dégâts, mais la Commission européenne, responsable directe de cette situation se refuse à prendre des décisions immédiates, comme devrait le lui imposer la réalité (voir rubrique MARCHÉS)

Lors d'un déplacement en Russie, début juin, interpellé sur d'éventuelles restrictions de l'UE à l'importation de blé de ce pays, M. Fischler a tenu des propos édifiants. Rappelant que l'UE " était la cible d'importations à très bon marché (NDLR : de blés d'origine Mer Noire), bien au-dessous des prix du marché mondial ", il a assuré cependant que " les droits à l'importation étaient les mêmes

pour tous les exportateurs de céréales ". Il a fait valoir en outre que " l'UE avait supprimé il y a quelques mois le prélèvement supplémentaire de 290 roubles (10 €) frappant les importations en provenance des pays de la Mer Noire pour garantir des chances égales pour tous ". " L'UE respecte et respectera intégralement ses engagements ", a-t-il ajouté.

D'engagements, les céréaliers européens ne connaissent que ceux actés à l'OMC en 1994, qui autorisent tout à fait l'UE à rehausser les droits de douane appliqués aux blés russes et ukrainiens. Ils se demandent de plus en plus pour qui travaille la Commission européenne.

MARCHÉS

LE GRENIER À BLÉ DU CANADA MENACÉ D'INVASION DE SAUTERELLES

Branle-bas de combat dans la région des Prairies, grenier à blé du troisième pays exportateur de céréales au monde qu'est le Canada. La douceur exceptionnelle de l'hiver dernier et une saison de ponte très prolifique à l'automne 2001 y font craindre une forte éclosion d'œufs de sauterelles. Les zones les plus menacées sont le centre et le sud-est de l'Alberta, le sud-ouest de la Saskatchewan et le sud du Manitoba, où l'infestation pourrait atteindre 12 à 14 sauterelles par mètre carré.

Le ministère de l'Agriculture de l'Alberta estime qu'il pourrait s'agir de la pire invasion depuis 30 ans et il estime que les pertes de récoltes subies par les agriculteurs de la province pourraient atteindre jusqu'à 100 millions de \$ canadiens si l'invasion n'est pas contenue. Un plan de lutte de 10,3 millions de \$ a été annoncé en conséquence, consistant en l'attribution d'aides aux agriculteurs qui prennent des mesures pour limiter la prolifération des sauterelles (épandage d'appâts empoisonnés, lâchers de poulets -prédateurs des sauterelles- dans les champs).

D'après Agri-Canada

IMPORTATION DES BLÉS DE MER NOIRE DANS L'UE : CONSÉQUENCES ET RISQUES

En étant restée passive depuis 10 mois face aux importations de céréales ukrainiennes et russes dans le sud de l'UE, la Commission européenne aura fait perdre au blé français 55% de ses débouchés sur l'Italie et 21% sur l'Espagne durant la campagne 2001-2002 (1/7/01 - 30/6/2002). La chute de 20% du prix du blé en France depuis l'automne n'a pas d'autre explication.

Plus globalement, alors que la modicité des récoltes de céréales des Quinze en 2001 (197,4 millions de tonnes contre 211,2 en 2000) aurait dû permettre une diminution significative et bienvenue des stocks dans l'UE, ces derniers auront au contraire augmenté de plus de 9% en un an (de 36,8 à 40,2 Mt, selon les estimations de la

Commission). La partie publique de ces stocks se sera quant à elle accrue de 27% (de 6,7 à 8,5 Mt).

Si la Commission n'adapte pas rapidement sa méthode de calcul de droits de douane -elle a toutes les cartes en main sur le plan juridique et sur le plan technique pour agir très vite- la campagne céréalière 2002-2003, qui débute le 1er juillet, pourrait s'avérer catastrophique. En effet, la production européenne devrait retrouver un niveau normal, d'une part, et, d'autre part l'Ukraine et la Russie devraient avoir autant à exporter qu'en 2001-2002 : les reliquats importants de leur exceptionnelles récoltes 2001 devraient compenser à cet égard le recul de leur production 2002.

POUR CHANGER LA POLITIQUE AGRICOLE DES USA, CHANGER LES RÈGLES DE L'OMC

Les négociations de l'OMC ouvertes à Doha sont entrées dans le concret le 17 juin dernier. A cette date, le Comité de l'Agriculture de l'OMC a commencé à débattre des pratiques de politique agricole qui doivent être considérées comme subventions à l'exportation et soumises comme telles à discipline. Le Comité de l'Agriculture entrera dans le même exercice le 2 septembre en ce qui concerne les mesures de protection contre les importations (volet "accès aux marchés") et le 23 septembre pour les soutiens internes à la production.

Pour l'Union européenne, il s'agit là d'une phase essentielle. C'est le moment où jamais de demander la modification des règles de l'OMC dont le laxisme permet et continuerait à permettre aux américains de faire baisser les prix des céréales et de fausser la concurrence.

Il ne s'agit pas seulement d'aboutir à un contrôle de l'aide alimentaire et des crédits à l'exportation. Il faut également en finir avec le classement en "boîte verte" (aides autorisées) de certains soutiens. Il faut aussi que soient démantelées les franchises ("clause de minimis") relatives aux soutiens soumis à réduction. Il faut enfin que les aides de "marketing loan", au moyen desquelles les farmers sont incités à vendre à très bas prix, soient assimilées à des mesures de subvention à l'exportation et de protection à l'importation.



ENVIRONNEMENT

LES INTERCULTURALES, DES FESTIVALS D'AGRONOMIE AUX CHAMPS

1000 agriculteurs ont participé le 6 juin dans la Marne au premier des 9 colloques aux champs organisés durant 4 mois par l'ITCF -institut technique des céréaliers- sous l'appellation "Les Interculturales".

Comme le suggère cette appellation, la recherche simultanée par les céréaliers de la qualité des produits, de la performance économique et de la préservation de l'environnement ne dépend pas seulement de leur comportement entre semis et récolte, mais aussi de leurs choix et pratiques entre la récolte et le semis suivant. Cette période, d'ailleurs, est particulièrement ciblée par la réglementation visant à empêcher les reliquats d'azote de fuir dans les nappes phréatiques sous forme de nitrates. Recyclage des reliquats d'azote dans les cultures futures via les interculturales, préservation de la fertilité physique (lutte contre l'érosion) et biologique des sols, lutte contre les mauvaises herbes et parasites (limaces, pucerons) : les connaissances les plus actuelles sur ces sujets et sur d'autres seront communiquées lors des Interculturales aux agriculteurs et techniciens qui les conseillent. Les 8 autres colloques se tiennent dans l'Aisne, le Morbihan, le Calvados, le Loiret-Cher, la Saône-et-Loire, les Bouches-du-Rhône, la Charente-Maritime et la Haute-Garonne.

REVENU

MOINS D'UN SMIC EN 2001 POUR 100 HA DE CÉRÉALES ET D'OLÉOPROTÉAGINEUX

Pour mesurer l'évolution des performances économiques des agriculteurs spécialisés en cultures de céréales et d'oléoprotéagineux au cours de ces dernières années, l'AGPB a collecté des données comptables de 9 centres de gestion : l'OCACER (Cher), le CEREL (Eure-et-Loir), Centragri (Seine-et-Marne), les Centres d'Economie Rurale de la Charente-Maritime, de l'Eure, de l'Indre, de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Vienne.

Ces données font apparaître qu'en 2001, pour une exploitation de 100 ha, le résultat courant (résultat après amortissement, mais avant paiement des cotisations sociales de l'exploitant) s'est élevé en moyenne à 9150 € pour l'année, soit 60 000 F. Moins que le SMIC donc.

Conjugaison d'une baisse du produit par hectare de 50,6 € (332 F) et d'une augmentation des charges de 66,5 € (436 F), le résultat courant/hectare s'est dégradé de 116,2 € (762 F) entre 1999 et 2001. La modulation a quasiment représenté les deux tiers (30 €, soit 200 F) de la baisse du produit par hectare. Malgré sa suspension, le résultat courant risque à nouveau de diminuer en 2002, compte tenu du sévère impact des importations de blé ukrainien et russe dans l'UE sur les prix français.

COMMUNICATION

L'OPINION, LES CÉRÉALISERS ET LE " BON PRODUIT " AGRICOLE

Dans le cadre de "Défi Blé", rencontres internationales du blé et des céréales qui auront lieu le 8 octobre à Paris à l'initiative de Céréaliéristes de France, l'institut IPSOS Agri-Food livrera les résultats d'enquêtes d'opinion sur les relations entre le monde agricole et le grand public. Quelques indications ont cependant déjà été données par IPSOS Agri-Food lors de la présentation à presse de Défi Blé.

Si les consommateurs ont une vision stéréotypée et fortement affective de l'agriculture, ils ont néanmoins très majoritairement conscience de cette rup-

ture avec la réalité. Ils l'attribuent à une trop grande coupure entre citadins et agriculteurs et, à 83%, ils estiment urgent de remédier à cette coupure. Celle-ci est particulièrement prononcée en ce qui concerne les producteurs de céréales. Ils apparaissent en effet comme très éloignés du produit final et leur image est celle de managers en perte de contact avec la terre. En revanche, ils sont plus que tout autre désignés comme des paysagistes.

Il ressort aussi du travail d'IPSOS qu'aux yeux du consommateur, le bon produit est le résultat de la fonction nourricière de l'agriculture ainsi que de celles de préservation de l'environnement, de revitalisation de l'espace rural, d'aménagement du territoire et du paysage qu'il lui assigne. Le bon produit n'est donc pas forcément labellisé ou doté d'un signe de qualité

INFO CHIFFRES

SANDWICHS : LES BARS RÉGRESSENT, LES GRANDES SURFACES PROGRESSENT

Le marché du sandwich en France

	1997	1999	2001
Nombre d'unités (millions)	552	615	750
Parts de marché (%)			
- Boulangeries	24%	23%	22%
- Chaînes de sandwicheries	13%	14%	15%
- Distributeurs autonomes	14%	13%	13%
- Bars	18%	15%	12%
- Kiosques	11%	11%	11%
- Grandes moyennes surface	4%	4%	8%
- Transports ¹	5%	6%	6%
- Autres ²	13%	13%	13%

¹ Restauration dans les gares, aéroports, avions, trains et sur les autoroutes

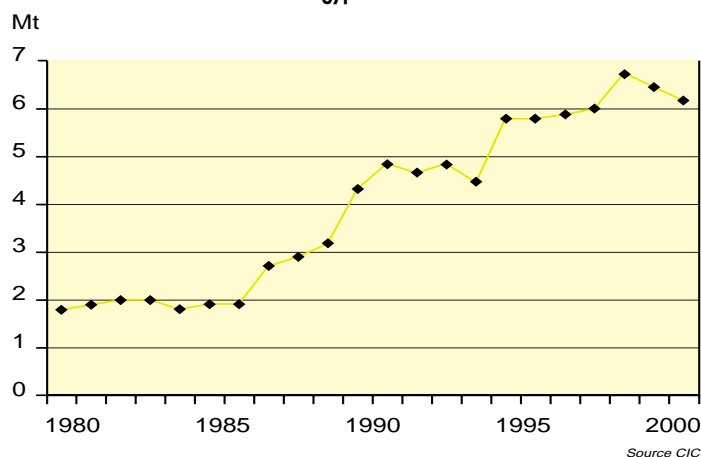
² Boucheries-charcuteries, stations-services, théâtres, parcs expo etc.

Source : GIRA

20 ANS DE PRODUCTION DE BLÉ EN EGYPTE

De 2 millions de tonnes par an maximum entre 1980 et 1986, la production de blé égyptienne est passée à 6,3 Mt en moyenne ces quatre dernières années. Les surfaces ont plus que doublé entre 1985 et 1995 et l'irrigation, conjuguée avec la douceur du climat, permet des rendements allant jusqu'à 7 tonnes à l'hectare. Il y a 3,5 millions de producteurs de blé en Égypte, qui cultivent en moyenne moins de 1 ha. Leurs récoltes permettent au pays de parvenir à un auto-approvisionnement en blé d'environ 50%, malgré la croissance démographique. Le taux n'était que de 20% en 1985.

Les récoltes de blé égyptiennes de 1980 à 2001



Source CIC

Association Générale des Producteurs de Blé et autres céréales, 8, avenue du Président-Wilson, 75116 PARIS. Tél. 01 44 31 10 00.
Contact : Pascal HURBAULT.



Abonnements : consulter l'AGPB. Reproduction autorisée avec mention de la source BLE CONTACT-AGPB.